



La démocratie aux caractéristiques chinoises : deux récits qui remettent en question les idées reçues

Un projet d'un milliard de yuans rejeté. Un agent de sécurité d'usine devenu député national qui a contribué à améliorer les conditions de vie de millions de familles de travailleurs migrants. Voilà comment fonctionne la démocratie en Chine. Voici le deuxième volet d'une série en deux parties consacrée à la méritocratie chinoise.

Felix Abt

mer. 08 juil. 2026 21 min de lecture

Le système politique chinois est souvent réduit, par les observateurs extérieurs, à des schémas simplistes qui ne reflètent pas son fonctionnement réel. Pourtant, un examen plus approfondi révèle une réalité bien plus nuancée, caractérisée par des

institutions et des pratiques qui ne s'inscrivent pas clairement dans les catégories occidentales conventionnelles. Deux exemples — l'exercice des pouvoirs de contrôle par un Congrès populaire local dans la province du Zhejiang et l'ascension d'un travailleur migrant au sein de l'Assemblée populaire nationale — illustrent la « démocratie populaire tout au long du processus » de la Chine, ou démocratie aux caractéristiques chinoises.

Le système des Assemblées populaires en Chine

Chaque niveau administratif en Chine dispose d'une Assemblée populaire (人民代表大会, rénmín dàibiǎo dàhuì), qui fait office d'organe représentatif au sein de la structure politique du pays. Les représentants sont désignés selon un système à plusieurs niveaux : aux niveaux de la commune, du district et du comté, ils sont élus au suffrage direct par les électeurs des circonscriptions locales, tandis qu'aux niveaux supérieurs — notamment les villes-préfectures, les provinces et l'Assemblée populaire nationale —, ils sont élus par l'Assemblée populaire du niveau immédiatement inférieur. Les pouvoirs exercés par les Assemblées populaires locales ne sont pas uniformes à l'échelle nationale ; leur autorité en matière de dépenses publiques, de nominations et d'élaboration des politiques varie d'une région à l'autre.

Les pouvoirs de contrôle renforcés du Zhejiang

La province du Zhejiang est largement considérée comme l'une des régions où les Assemblées populaires disposent d'une autorité de contrôle relativement forte. Cette situation est souvent liée aux réformes introduites par Xi Jinping au cours de son mandat de secrétaire provincial du Parti communiste du Zhejiang au début des années 2000, lorsqu'il a promu un cadre connu sous le nom de « Faire des choses concrètes pour le peuple » (为民办实事, wèi mín bàn shí shì). Le principe central de ce cadre était que les représentants élus au sein des Assemblées populaires locales devaient jouer un rôle significatif dans la détermination de l'affectation des fonds publics. Au fil du temps, cela a évolué vers un système plus formalisé dans lequel les représentants votent sur les grands projets d'investissement publics.

Le vote du district de Huangyan

Un cas récent survenu dans le district de Huangyan, qui fait partie de Taizhou dans la province du Zhejiang, illustre le fonctionnement concret de ce système. L'Assemblée populaire du district de Huangyan a examiné seize grands projets d'investissement publics proposés pour 2026. Si la plupart ont été approuvés, les

représentants ont rejeté deux propositions importantes — un projet de centre sportif et un projet d'irrigation à grande échelle — d'une valeur totale de plus d'un milliard de yuans, environ 80 % des représentants ayant voté contre.

 联合早报 Lianhe Zaobao 
@zaobaosg  

 Translated from Chinese [Show original](#) 

A local people's congress in Zhejiang Province, China, rejected a major government investment project with a total investment exceeding 1 billion yuan (RMB, same below, equivalent to 189 million SGD) with more than half of the votes against it. Chinese media pointed out that in the past, people's congress representatives in various places in China rarely participated in decision-making on major government investment projects, and cases of rejecting projects were even rarer.

Rate this translation:  



反对票过半 中国罕见有地方人大代表否决政府重大投资项目

From zaobao.com.sg

12:32 AM · Jun 16, 2026 · 406.8K Views

Message publié sur X par Lianhe Zaobao

Il est important de noter que ce rejet ne signifie pas une annulation définitive. Les propositions sont en effet renvoyées aux ministères concernés pour être révisées : ces derniers doivent répondre aux préoccupations soulevées par les représentants, mener des examens supplémentaires et des consultations avec des experts, réviser les projets si nécessaire, puis présenter les propositions révisées pour un examen ultérieur. Cela illustre le fonctionnement de la responsabilité démocratique locale au sein du cadre institutionnel du pays.

Cet épisode met en lumière une forme de pratique démocratique dont beaucoup, en dehors de la Chine, ignorent peut-être l'existence. Les élus ont exercé un véritable pouvoir de contrôle et ont pu bloquer d'importantes propositions de dépenses publiques ; le pouvoir exécutif n'a pas pu simplement aller de l'avant malgré leurs objections, et les agences gouvernementales ont été tenues de répondre aux critiques et de solliciter à nouveau l'approbation.

Ce qui a rendu le vote de Huangyan particulièrement remarquable, c'est qu'il a suscité une attention considérable au sein même de la Chine. Tous les Congrès populaires du pays n'exercent pas une autorité comparable, et cet incident a déclenché un débat national, les principaux médias chinois ayant rendu compte du vote et transformé ce qui n'était au départ qu'un événement politique local en un débat national plus large. De nombreux observateurs se sont demandé pourquoi des pouvoirs de contrôle similaires n'étaient pas exercés de manière aussi visible ou aussi efficace ailleurs. Dans le même temps, l'histoire des expérimentations locales en Chine suggère que les innovations lancées dans une région peuvent attirer l'attention nationale et, dans certains cas, finir par être adoptées à plus grande échelle.

Un aspect inhabituel de cette affaire réside dans le fait que l'Assemblée populaire du Zhejiang aurait supprimé sa publication initiale sur WeChat évoquant le vote. Cependant, rien n'indique vraiment qu'il s'agisse d'une tentative de dissimulation de l'affaire, puisque de nombreux médias affiliés à l'État ont continué à couvrir l'événement, qui a continué à faire l'objet de nombreuses discussions dans la sphère publique. Aucune explication officielle n'a été fournie concernant cette suppression. Une interprétation plausible — bien que purement spéculative — est que les responsables du Zhejiang se sont sentis mal à l'aise d'être placés au centre d'un débat national sur les raisons pour lesquelles les assemblées de leur province semblaient plus disposées ou plus aptes à exercer un contrôle que celles d'autres régions ; la mise en avant de l'exemple du Zhejiang a pu être interprétée comme une critique implicite des provinces dont les Assemblées populaires se montraient moins affirmées dans l'exercice de pouvoirs similaires.

De la porte d'une usine à l'Assemblée populaire nationale

Un autre exemple de démocratie aux caractéristiques chinoises a été décrit par le commentateur Jerry Grey, résidant de longue date en Chine, sur ma chaîne YouTube. Son témoignage est corroboré sur les réseaux sociaux chinois. Il a raconté

l'histoire d'une femme dont le parcours l'a menée d'une province pauvre à la porte d'une usine dans la province du Guangdong, puis à l'Assemblée populaire nationale à Pékin.

Une travailleuse migrante arrive dans le Guangdong

L'histoire commence dans la province rurale du Gansu, nichée au nord-ouest de la Chine. À seulement dix-sept ans, une jeune femme a quitté sa ville natale pour parcourir des milliers de kilomètres jusqu'au pôle industriel en plein essor de Dongguan. Elle n'avait pas fait d'études universitaires et possédait peu de diplômes. À l'instar de millions de travailleurs migrants qui ont contribué au développement économique de la Chine, elle est arrivée en quête d'opportunités.

Son premier emploi consistait à assurer la sécurité à l'entrée d'une usine de confection. Alors que ses responsabilités consistaient à surveiller les marchandises et le personnel entrant et sortant de l'établissement, elle consacrait son temps libre limité à se familiariser avec le fonctionnement de l'usine, apprenant par elle-même la couture, l'utilisation des machines et les processus de production. Son esprit d'initiative a été récompensé par des promotions successives — d'opératrice de machine à opératrice senior, puis au service du contrôle qualité après avoir proposé des améliorations aux procédures de l'usine — et elle est finalement devenue responsable des opérations de l'usine. Son ascension reflétait un principe souvent mis en avant en Chine : l'expérience pratique, l'esprit d'initiative et les compétences démontrées peuvent ouvrir des perspectives d'avancement, quel que soit le parcours scolaire.

Un problème auquel sont confrontées des millions de familles

Malgré sa réussite professionnelle, elle s'est heurtée à un défi bien connu de nombreux travailleurs migrants. En vertu du système chinois d'enregistrement des ménages (Hukou), les travailleurs migrants rencontraient souvent des difficultés pour inscrire leurs enfants dans des écoles publiques en dehors de leur lieu de résidence. De ce fait, de nombreuses familles étaient séparées : les enfants retournaient dans leur ville natale pour vivre avec leurs grands-parents tandis que les parents restaient dans des villes lointaines pour travailler. Lorsque son fils a atteint l'âge scolaire, elle a été confrontée à cette réalité.

Plutôt que de s'y résigner, elle s'est mise en quête de solutions. Elle a contacté des écoles, recherché des informations sur les conditions d'inscription et exploré les moyens de se conformer à la réglementation locale. Incapable de payer certains frais et confrontée à de nombreux obstacles administratifs, elle s'est portée volontaire dans des écoles locales, aidant à réguler la circulation aux heures d'arrivée et de

sortie des élèves, travaillant dans les cantines scolaires et participant à d'autres activités. Grâce à sa persévérance et à son engagement communautaire, elle a finalement réussi à inscrire son fils dans une école locale.

Transformer une expérience personnelle en engagement civique

Ce qui a suivi a transformé un défi personnel en une contribution à la vie publique. S'appuyant sur les habitudes qu'elle avait acquises au cours de ses années en tant qu'agent de sécurité, elle a soigneusement documenté chaque étape du processus, consignait les conditions requises, les obstacles, les formalités administratives et les solutions pratiques. D'autres familles de travailleurs migrants ont rapidement commencé à lui demander comment elle avait réussi à garder son enfant auprès d'elle plutôt que de le renvoyer dans le Gansu ; elle a donc partagé ses notes. L'information s'est répandue parmi ses amis et collègues, et les usines ont commencé à en distribuer des copies aux travailleurs. Ce qui n'était au départ qu'un guide personnel s'est transformé en un manuel pratique qui a aidé de nombreuses familles de travailleurs migrants à s'y retrouver dans les procédures d'inscription scolaire. En résolvant un problème concret et en partageant la solution, elle a amélioré la vie de personnes bien au-delà de sa propre famille.

Les détracteurs de la Chine affirment que ceux qui remettent en cause le système sont sanctionnés. Mais ses efforts ont attiré l'attention des membres de l'Assemblée populaire provinciale du Guangdong, qui ont reconnu que son expérience reflétait les défis auxquels sont confrontés des millions de travailleurs migrants. Elle a été invitée à siéger au parlement provincial, où elle a pu contribuer à faire entendre les préoccupations des familles de travailleurs migrants, et son influence n'a cessé de croître. Finalement, des représentants au niveau national ont reconnu la valeur de son expérience et l'ont invitée à devenir déléguée à l'Assemblée populaire nationale, la plus haute instance législative de Chine. Chaque année, elle se rendait à Pékin pour participer aux réunions nationales, apportant avec elle le point de vue de quelqu'un qui avait personnellement vécu les difficultés auxquelles sont confrontés les travailleurs migrants.

Son parcours fut remarquable. Une adolescente originaire d'un village rural du Gansu, qui avait commencé sa vie professionnelle en gardant l'entrée d'une usine, finit par devenir représentante au sein de l'assemblée législative nationale chinoise. En mai 2026, le Conseil d'État publia des directives appelant à ce que les services publics de base soient fournis en fonction du lieu de résidence d'une personne plutôt que de son enregistrement au hukou, une réforme largement considérée comme l'un des changements les plus significatifs apportés au système du hukou depuis des décennies. S'il serait impossible d'attribuer de telles réformes à une seule et même personne, son histoire illustre comment les préoccupations des citoyens

ordinaires peuvent être portées à l'attention des institutions représentatives et, en fin de compte, contribuer à des débats politiques plus larges. Les difficultés auxquelles elle a été confrontée étaient partagées par des millions de travailleurs migrants à travers la Chine, et les réformes qui ont suivi reflétaient un effort croissant pour répondre à ces préoccupations au niveau national.

Ce que ces histoires révèlent sur la démocratie aux caractéristiques chinoises

Cela montre comment fonctionne la démocratie aux caractéristiques chinoises. Plutôt que de mettre l'accent sur la concurrence entre les partis politiques, le système s'attache à identifier des personnes compétentes issues des communautés, des lieux de travail et des organisations sociales, qui se font reconnaître en résolvant des problèmes concrets, en servant le public et en faisant preuve de compétence. Dans cette conception de la démocratie, la représentation ne se mesure pas seulement à la manière dont les représentants sont sélectionnés, mais aussi à leur capacité à entretenir des liens étroits avec les citoyens ordinaires et à traduire efficacement les préoccupations du public dans l'élaboration des politiques. Les exemples du vote dans le district de Huangyan et de ce travailleur migrant devenu délégué à l'Assemblée populaire nationale illustrent comment la participation, le contrôle, l'engagement communautaire et la résolution de problèmes influencent la gouvernance au sein du cadre politique chinois.

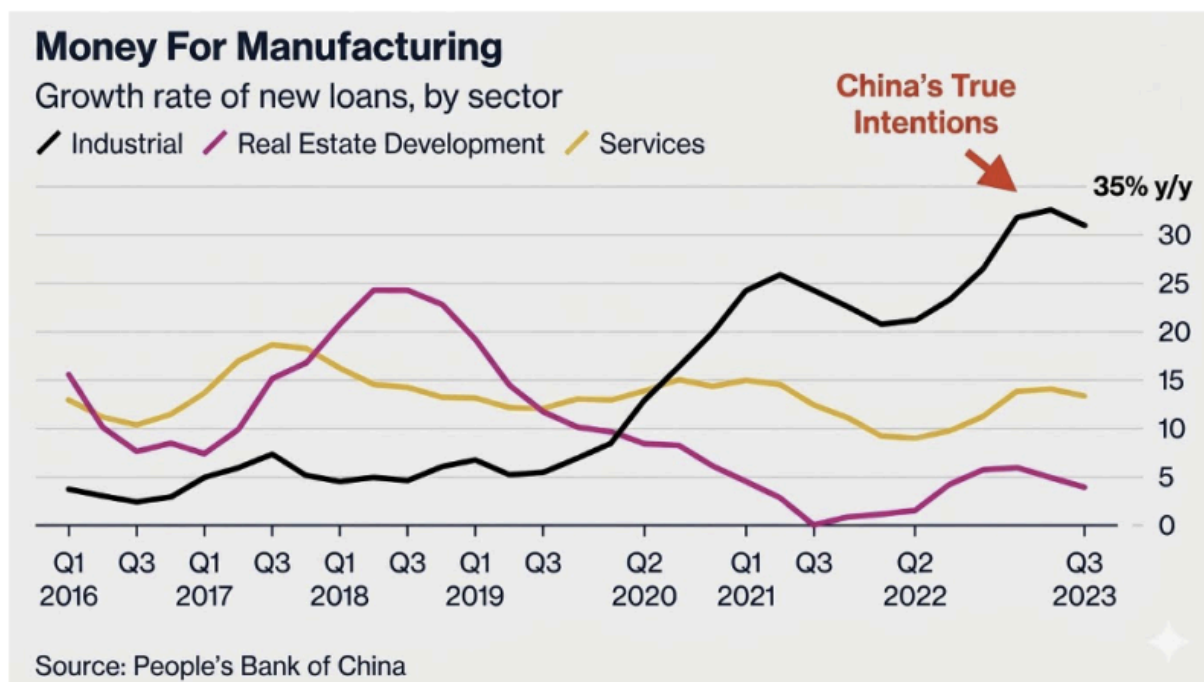
Ces deux cas illustrent la complexité du système politique chinois et l'impossibilité de le réduire à des récits simplistes. La Chine peut présenter simultanément plusieurs caractéristiques qui peuvent sembler contradictoires aux yeux des observateurs extérieurs : des représentants locaux peuvent être élus et exercer un contrôle significatif sur les dépenses publiques ; ces pouvoirs peuvent découler de réformes initiées par Xi Jinping lui-même ; les médias peuvent louer ouvertement des exemples de contrôle critique des autorités par des représentants élus ; et, dans le même temps, certains organes gouvernementaux peuvent se montrer réticents à attirer une attention excessive sur les différences dans la manière dont ces pouvoirs sont exercés d'une région à l'autre.

Que l'on accepte ou non le concept de « démocratie aux caractéristiques chinoises », ces exemples illustrent la manière dont la participation démocratique est conceptualisée en Chine. Plutôt qu'un système de scrutins périodiques suivis de longues périodes pendant lesquelles les élus ignorent les préoccupations des électeurs pour privilégier leurs intérêts personnels ou ceux de leurs donateurs, ce modèle fonctionne comme un processus continu. Il relie activement et de manière

permanente les citoyens, les institutions représentatives, le contrôle public, l'engagement communautaire et la prise de décision gouvernementale. Certains parlent de démocratie « authentique » plutôt que « formelle ». L'enseignement général à en tirer est que la réalité politique chinoise se caractérise par d'importantes variations régionales, une complexité institutionnelle et des pratiques en constante évolution qui ne s'inscrivent pas toujours parfaitement dans les catégories politiques conventionnelles.

La résilience par la réinvention

Le cadre structurel de la Chine a également fait preuve de résilience face à des chocs économiques généralisés, notamment en ce qui concerne les corrections structurelles dans le secteur immobilier. Ces dernières années, le pays s'est efforcé de réduire sa dépendance à l'égard d'un marché immobilier en surchauffe et de réorienter les investissements vers l'industrie manufacturière à forte valeur ajoutée, l'intelligence artificielle, les technologies de pointe et les énergies vertes. Alors que certains analystes occidentaux ont qualifié cette transition de risquée, des observateurs plus neutres y voient la preuve d'une stratégie à long terme visant à bâtir une économie plus durable et axée sur l'innovation. Elle reflète également le principe politique du Parti selon lequel les appartements sont destinés à être habités et non à la spéculation.



Les données montrent qu'à partir de 2018-2019, le crédit a été systématiquement réorienté au détriment du secteur immobilier et au profit de l'industrie manufacturière, ce qui reflète le changement de cap stratégique de la Chine visant à favoriser les industries de pointe.

Dans le cadre du modèle de gouvernance méritocratique chinois, les dirigeants sont censés dépasser les pressions politiques à court terme et se concentrer sur le développement national à long terme. Cela permet aux décideurs politiques de mener à bien des transformations économiques structurelles dont les bénéfices peuvent mettre des années, voire des décennies, à se concrétiser pleinement. À l'inverse, les responsables politiques occidentaux, même ceux qui se soucient sincèrement du bien commun, restent souvent prisonniers d'une réflexion et d'une action à court terme en raison de cycles électoraux relativement courts.

Les résultats de ce système sont souvent surprenants. Même Elon Musk, qui remettait en question la compétitivité des constructeurs automobiles chinois lors d'une interview accordée à Bloomberg en 2011, a récemment reconnu leurs progrès remarquables : « *Les constructeurs automobiles chinois sont les plus compétitifs au monde... Si aucune barrière commerciale n'est mise en place, ils vont écraser la plupart de leurs concurrents.* » Ses remarques reflètent à quel point les entreprises chinoises sont passées du statut de suiveurs à celui de leaders mondiaux dans plusieurs secteurs de pointe, notamment les véhicules électriques et les technologies d'énergie propre. Sans le système de gouvernance chinois, cela ne se serait peut-être jamais produit.

Lorsque la Chine a pris des mesures sévères contre son secteur surdimensionné du soutien scolaire privé, les médias occidentaux l'ont accusée d'étouffer les opportunités. Mais David P. Goldman, un expert américain de la Chine, a salué la rigueur de son système d'enseignement public et ses réglementations numériques visant à lutter contre la dépendance des jeunes aux écrans et les inégalités. En Chine, les enfants de moins de 8 ans ne peuvent passer que 40 minutes par jour devant un écran sous surveillance — ce qui est bien loin du chaos numérique du « laissez-faire » qui règne en Occident. Alors que la Chine améliore l'éducation pour tous, les élites fortunées qui envoient leurs enfants étudier à l'étranger font de la place à des élèves motivés issus de milieux modestes. Confucius approuverait.

Le professeur Bell note en outre que l'essor de la Chine est porté à la fois par des valeurs historico-culturelles — telles que la planification à long terme et la responsabilité de l'État dans la lutte contre la pauvreté — et par des cadres politiques modernes qui incitent les fonctionnaires à l'action tout en favorisant la libéralisation économique. Cette combinaison a permis une croissance durable et inclusive sans recourir à la coercition à l'étranger.

Ce qui nous échappe lorsque nous ne lisons pas les sources originales

Les médias occidentaux regorgent de commentaires sur les dirigeants chinois. Curieusement, pratiquement personne n'évoque le dernier ouvrage du président chinois, bien que sa version anglaise soit parue il y a déjà un an. Une recherche rapide ne révèle aucune critique, ni sur Amazon ni sur Goodreads.

Pourtant, ce texte offre plusieurs perspectives contre-intuitives qui remettent directement en cause les idées reçues. En matière de responsabilité, Xi affirme que le Parti communiste doit « accepter sans réserve le contrôle exercé par les autres partis politiques, le pouvoir judiciaire, le public et les médias » afin de briser les cycles fatals d'ascension et de chute des dynasties passées. Concernant la légitimité, il considère le pouvoir politique comme une discipline interne, maintenue par une auto-réforme constante et une gouvernance morale. En matière d'histoire, il rejette le récit selon lequel les ennemis étrangers seraient les seuls responsables du «[siècle d'humiliation](#) » de la Chine, imputant plutôt la faute à des échecs internes — en particulier à l'isolationnisme de la dynastie Ming, qui a empêché la Chine de participer à la révolution industrielle. Concernant l'autocorrection, l'ouvrage adopte un ton étonnamment autocritique, Xi reconnaissant que des campagnes anti-corruption intensives peuvent involontairement « intimider les membres au point de les paralyser ».

La solution qu'il propose s'enracine dans la tradition de la méritocratie confucéenne : le cadre des «Trois distinctions» (三个区分开来, *Sān gè qūfēn kāilái*). Introduit pour la première fois en 2016, ce principe politique fondamental établit un équilibre entre discipline stricte et initiative administrative, protégeant délibérément les fonctionnaires qui innovent et commettent des erreurs involontaires des sanctions sévères réservées à la corruption délibérée et à l'enrichissement personnel.

Dans l'ensemble, ce texte met en évidence un énorme angle mort dans l'analyse occidentale. Alors que les puristes idéologiques continuent de porter des jugements hâtifs fondés sur [aucune preuve directe](#), les documents sources réels révèlent une stratégie de gouvernance complexe et autocritique. Il s'agit d'une lecture incontournable pour les analystes sérieux — bien qu'elle soit totalement inutile pour les critiques dogmatiques qui se sont déjà forgé une opinion sans en avoir lu une seule page.

Pourquoi la méritocratie est un impératif mondial

Alors que la Chine fonde son contrat social sur l'éducation et la compétence, l'Occident est confronté à une profonde décadence institutionnelle. Les dirigeants occidentaux accèdent systématiquement au pouvoir grâce à leur richesse, leur charisme et leur attrait populiste plutôt qu'à un véritable mérite, ce qui les lie de manière indissoluble à la loyauté des donateurs issus de l'élite. Face à l'effritement de la confiance du public et à la montée en flèche des inégalités, l'ancien avertissement de Confucius lui-même sonne juste : « Un gouvernement sans confiance ne peut subsister. »

La **leçon moderne** à tirer du modèle confucéen chinois est que la méritocratie est une nécessité absolue. Le professeur Bell souligne que la gouvernance chinoise dépend du contexte, est ancrée dans l'histoire et axée sur des résultats pacifiques à long terme. Le scepticisme occidental reflète généralement une incompréhension de cette philosophie, alimentée par la projection erronée des valeurs occidentales sur la culture chinoise. Cette incompréhension est à l'origine de l'affirmation ironique du *Financial Times* selon laquelle l'Occident prend du retard parce que la Chine manque de responsabilité démocratique.

The image shows a screenshot of a Financial Times article. The article title is "China's comparative advantage is industrial policy" by Tej Parikh. The main text discusses China's state-led capitalism and compares it to liberal market democracies. A yellow highlight is present on the sentence: "By contrast, liberal market democracies operate with greater accountability to voters and shareholders. Decision-making is more decentralised, which makes it harder to co-ordinate industrial operations or deliver infrastructure quickly. And even if western governments acquired the necessary fiscal firepower and bureaucratic competence, replicating China's heft would remain a costly, multi-decade endeavour." The article also mentions that for measure, less than 15 per cent of Chinese EV firm BYD's cost advantage per vehicle when compared with Tesla is estimated to come from subsidies and preferential terms, based on data from Rhodium Group. The remainder is driven by supply chain control, industrial clustering and economies of scale.

La réalité est tout autre : la Chine réussit parce qu'elle se concentre sur des résultats concrets dans la sphère publique, tels que les infrastructures, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie. Les démocraties occidentales perdent du terrain parce qu'elles ont oublié à qui elles doivent rendre des comptes. Si l'Occident espère inverser son déclin, il doit renouer avec son engagement en faveur de la compétence, de l'intégrité et de l'équité dans la vie publique — même si la question de savoir si ses oligarques au pouvoir permettront un tel changement reste une tout autre affaire.

Cette orientation institutionnelle vers des résultats concrets est rendue possible par un cadre de gouvernance très structuré. Plutôt que de s'appuyer sur des cycles électoraux à l'occidentale, la Chine utilise un modèle distinct à plusieurs niveaux qui concilie les retours d'expérience locaux avec des normes nationales rigoureuses.

Résumé : Les trois niveaux de la méritocratie chinoise

Des théoriciens politiques tels que le professeur Daniel A. Bell décrivent le système de méritocratie politique chinois à l'aide d'une formule distincte : « La démocratie à la base, l'expérimentation au milieu et la méritocratie au sommet. »

Au niveau de la base, la démocratie fonctionne à la base : des élections directes ont lieu au niveau des villages et des quartiers, les citoyens votant directement pour des représentants locaux qui gèrent les affaires immédiates de la communauté, les services publics, les infrastructures de quartier et la gouvernance au quotidien.

Au niveau provincial, l'expérimentation se déroule au milieu : les gouvernements provinciaux et régionaux servent de terrains d'essai essentiels pour les nouvelles politiques avant leur déploiement à l'échelle nationale, les instances supérieures évaluant les fonctionnaires intermédiaires sur leur capacité à mettre en œuvre des solutions innovantes pour relever des défis socio-économiques complexes tels que la réduction de la pauvreté, l'urbanisation et la transformation industrielle.

Enfin, au niveau national, la méritocratie règne au sommet : les hauts dirigeants nationaux, notamment les membres de l'Assemblée populaire nationale (APN) et du Bureau politique, accèdent à leurs fonctions à l'issue d'une évaluation institutionnelle rigoureuse plutôt que par le biais de campagnes électorales populaires ; l'accès aux plus hautes sphères de la gouvernance de l'État nécessite généralement des décennies d'expérience administrative et des antécédents avérés en matière de maintien de la croissance économique, de gestion efficace et de stabilité sociale dans de multiples régions.

Méritocratie, ploutocratie et la bataille pour la légitimité mondiale

La rivalité entre les États-Unis et la Chine a dépassé le cadre de l'économie et de la géopolitique. Elle s'inscrit de plus en plus dans un affrontement entre des visions concurrentes de l'ordre politique — entre la méritocratie chinoise et l'oligarchie ou la ploutocratie occidentales. Contrairement aux États-Unis, dont la politique étrangère se caractérise par la volonté d'imposer leur modèle politique et économique à l'échelle internationale, la Chine se présente comme la défenseuse de la souveraineté nationale, de la diversité des civilisations et du droit de chaque nation à choisir sa propre voie de développement sans ingérence extérieure.

L'issue de cette confrontation déterminera non seulement quel modèle jouira d'une plus grande légitimité internationale, mais façonnera également la nature de l'ordre mondial émergent. Compte tenu de la croissance économique de la majorité mondiale et du déclin de l'influence politique de l'Occident, cet ordre est susceptible de s'éloigner de la domination d'une seule puissance hégémonique pour évoluer vers un système multipolaire dans lequel l'influence est répartie plus équitablement et où aucune nation ne peut dicter unilatéralement ses règles aux autres.

Dans le même temps, il faut s'attendre à des tensions croissantes, à une profonde instabilité politique et à **des troubles violents généralisés en Occident**, déclenchés par des millions de citoyens mécontents.

L'ère de la domination occidentale incontestée touche à sa fin. L'avenir appartient aux nations qui fondent leur légitimité sur la compétence, préservent la stabilité grâce à leur souveraineté et étendent leur influence par la coopération. Le succès se mesurera à l'aune d'une prospérité largement partagée — et non à celle de l'idéologie, d'une concentration extrême des richesses entre les mains d'une minorité, de la coercition ou de prétentions hégémoniques.

• • •

Voici le deuxième d'une série de deux articles consacrés à la méritocratie chinoise. Lisez la première partie ici : «[La méritocratie chinoise et le mythe du nouveau système de tribut](#)» — De la dynastie Tang à nos jours, la tradition méritocratique chinoise continue de façonner sa gouvernance et met en évidence une crise de légitimité qui ne cesse de s'aggraver en Occident.

Lisez ici mes articles connexes qui traitent des stéréotypes occidentaux sur la Chine : <https://felixabt.substack.com>

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Analyse Chine Assemblée populaire nationale